

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	24-12-2010	2011-9594
ENREGISTREMENT	18-01-2011	102835

ARRETÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 62 QUINQUIES

Séance du mardi 21 décembre 2010

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE
DE TRAVAIL N° 62 DU 6 FEVRIER 1996 CONCERNANT L'INSTITUTION D'UN
COMITE D'ENTREPRISE EUROPEEN OU D'UNE PROCEDURE DANS LES
ENTREPRISES DE DIMENSION COMMUNAUTAIRE ET LES GROUPES
D'ENTREPRISES DE DIMENSION COMMUNAUTAIRE EN VUE D'IN-
FORMER ET DE CONSULTER LES TRAVAILLEURS, MODIFIEE
PAR LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL
N° 62 BIS DU 6 OCTOBRE 1998, N° 62 TER
DU 6 OCTOBRE 2004 ET N° 62 QUATER
DU 30 JANVIER 2007

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 62 QUINQUIES DU 21 DECEMBRE 2010
MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 62 DU 6 FEVRIER 1996
CONCERNANT L'INSTITUTION D'UN COMITE D'ENTREPRISE EUROPEEN OU D'UNE
PROCEDURE DANS LES ENTREPRISES DE DIMENSION COMMUNAUTAIRE ET
LES GROUPES D'ENTREPRISES DE DIMENSION COMMUNAUTAIRE EN VUE
D'INFORMER ET DE CONSULTER LES TRAVAILLEURS, MODIFIEE PAR
LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL N° 62 BIS DU
6 OCTOBRE 1998, N° 62 TER DU 6 OCTOBRE 2004
ET N° 62 QUATER DU 30 JANVIER 2007**

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail
et les commissions paritaires ;

Vu la directive 94/45/CE du Conseil de l'Union européenne du 22 septembre 1994 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs ;

Vu la directive 2009/38/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 6 mai 2009 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs (refonte).

Considérant que les instances européennes ont décidé que la directive 94/45/CE du Conseil du 22 septembre 1994 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs devait faire l'objet de plusieurs modifications substantielles et que dans un souci de clarté, il convient de procéder à la refonte de ladite directive.

Considérant que cette refonte s'avère nécessaire afin de moderniser la législation communautaire en matière d'information et de consultation transnationale des travailleurs, d'assurer l'effectivité des droits d'information et de consultation transnationale des travailleurs, d'accroître la proportion de comités d'entreprise européens établis, tout en permettant le fonctionnement continu des accords en vigueur, de résoudre les problèmes constatés dans l'application pratique de la directive 94/45/CE et de remédier à l'insécurité juridique qui découle de certaines de ses dispositions ou de leur absence, et d'assurer une meilleure articulation des instruments législatifs communautaires en matière d'information et de consultation des travailleurs.

Considérant que dans un souci de lisibilité, une nouvelle convention collective de travail n° 101 du 21 décembre 2010 concernant l'information et la consultation des travailleurs dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire a été conclue en vue de transposer la directive 2009/38/CE.

Considérant qu'il y a toutefois lieu de maintenir la convention collective de travail n° 62 du 6 février 1996 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, avec les modifications qui s'imposent, en particulier pour régler adéquatement la situation des accords ne relevant pas de la directive 2009/38/CE.

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Boerenbond"
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 21 décembre 2010, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

Article 1er

L'article 1er de la convention collective de travail n° 62 du 6 février 1996 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, modifiée par les conventions collectives de travail n° 62 bis du 6 octobre 1998, n° 62 ter du 6 octobre 2004 et n° 62 quater du 30 janvier 2007 est remplacé par la disposition suivante :

c.c.t. n° 62 quinquies

"Article 1er

La présente convention a pour objet de donner exécution à la directive 2009/38/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 6 mai 2009 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, laquelle abroge et remplace la directive 94/45/CE du Conseil de l'Union européenne du 22 septembre 1994 portant le même intitulé.

Elle règle la situation des accords visés par l'article 14 - Accords en vigueur - de la directive 2009/38/CE, qui ne relèvent pas de cette dernière".

Article 2

Un article 3 quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même convention collective de travail :

"Article 3 quater

Sans préjudice de l'article 28 de la convention collective de travail n° 101 du 21 décembre 2010 concernant l'information et la consultation des travailleurs dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire, les obligations découlant de la présente convention s'appliquent aux entreprises de dimension communautaire ou aux groupes d'entreprises de dimension communautaire dans lesquels un accord conclu conformément aux articles 16, 22 à 25 est signé ou révisé entre le 5 juin 2009 et le 5 juin 2011.

La convention collective de travail applicable lorsque l'accord est signé ou révisé continue à s'appliquer aux entreprises ou aux groupes d'entreprises visés à l'alinéa premier.

Lorsque les accords visés aux alinéas précédents arrivent à expiration, les parties à ces accords peuvent, conjointement, décider de les reconduire ou de les réviser.

Si tel n'est pas le cas, les dispositions de la convention collective de travail n° 101 du 21 décembre 2010 concernant l'information et la consultation des travailleurs dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire sont d'application."

Article 3

A l'article 4 de la même convention collective de travail, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° Dans l'alinéa premier, les mots "Sans préjudice de l'avant-dernier alinéa" sont remplacés par "Sans préjudice du dernier alinéa".
- 2° Il est inséré un nouvel alinéa 3, rédigé comme suit :

"Les accords visés aux premier et deuxième alinéas ou de tels accords adaptés en raison de modifications intervenues dans la structure des entreprises de dimension communautaire ou des groupes d'entreprises de dimension communautaire ne sont en outre pas soumis aux obligations découlant de la convention collective de travail n° 101 du 21 décembre 2010 concernant l'information et la consultation des travailleurs dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire, sans préjudice toutefois de l'article 28 de cette dernière."

- 3° L'alinéa 4, dont le texte formera l'alinéa 5, est complété comme suit :

"ou de les réviser".

- 4° L'alinéa 5, dont le texte formera l'alinéa 6, est remplacé par la disposition suivante :

"Si tel n'est pas le cas, les dispositions de la convention collective de travail n° 101 du 21 décembre 2010 concernant l'information et la consultation des travailleurs dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire sont d'application."

Article 4

Dans l'article 7, alinéa 6 de la même convention collective de travail, les mots "règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil, du 21 décembre 1989, relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises" sont remplacés par "règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations des entreprises".

Article 5

Dans l'article 13, alinéas 3, 4 et 5 de la même convention collective de travail, les mots "comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail" sont remplacés par "comités pour la prévention et la protection au travail".

Article 6

Dans la même convention collective de travail, le chapitre VIII "Prescriptions subsidiaires", comportant les articles 26 à 42, est abrogé.

Commentaire

La directive 2009/38/CE du 6 mai 2009 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs (refonte) ainsi que la convention collective de travail n° 101 du 21 décembre 2010 concernant l'information et la consultation des travailleurs dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire, transposant en grande partie celle-ci, ont, dès leur entrée en vigueur, à savoir le 6 juin 2011, un effet immédiat quant à l'application des prescriptions subsidiaires. Celles établies par la convention collective de travail n° 62 doivent donc être abrogées avec effet le 6 juin 2011.

Article 7

Dans l'article 47 de la même convention collective de travail, les mots "et 26" sont abrogés et le mot "et" est inséré entre "10" et "23".

Article 8

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le 6 juin 2011.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le vingt et un décembre deux mille dix.

**MODIFICATION DES COMMENTAIRES DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL
N° 62 DU 6 FEVRIER 1996 CONCERNANT L'INSTITUTION D'UN COMITE D'ENTRE-
PRISE EUROPEEN OU D'UNE PROCEDURE DANS LES ENTREPRISES DE
DIMENSION COMMUNAUTAIRE ET LES GROUPES D'ENTREPRISES DE
DIMENSION COMMUNAUTAIRE EN VUE D'INFORMER ET DE
CONSULTER LES TRAVAILLEURS, MODIFIEE PAR LES
CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL N° 62
BIS DU 6 OCTOBRE 1998, N° 62 TER DU 6
OCTOBRE 2004 ET N° 62 QUATER
DU 30 JANVIER 2007**

Le 21 décembre 2010, les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au sein du Conseil national du Travail ont conclu une convention collective de travail modifiant la convention collective de travail n° 62 du 6 février 1996 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, modifiée par les conventions collectives de travail n° 62 bis du 6 octobre 1998, n° 62 ter du 6 octobre 2004 et n° 62 quater du 30 janvier 2007.

Lesdites modifications ont pour objectif de mettre la convention collective de travail n° 62 en concordance avec la directive 2009/38/CE, en particulier quant aux accords ne relevant pas de cette dernière.

Les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au sein du Conseil national du Travail ont dès lors jugé nécessaire d'ajouter les commentaires suivants :

I. A l'article 1er de la convention collective de travail n° 62

"L'article 17 de la directive 2009/38/CE du 6 mai 2009 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs (refonte), prévoit que la directive 94/45/CE du 22 septembre 1994 portant le même intitulé est abrogé avec effet au 6 juin 2011 et que les références faites à la directive abrogée s'entendent comme faites à la directive 2009/38/CE. Par ailleurs, l'article 16 de la directive 2009/38/CE (relatif à la transposition) prévoit que le droit national de transposition contient une mention précisant que les références faites, dans les dispositions législatives, réglementaires et administratives en vigueur, à la directive abrogée par la directive 2009/38/CE s'entendent comme faites à cette dernière.

Toutefois, dans un souci de lisibilité, une convention collective de travail n° 101 du 21 décembre 2010 concernant l'information et la consultation des travailleurs dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire a été conclue en vue de transposer, pour une grande part, la directive 2009/38/CE en droit belge. La convention collective de travail n° 62 du 6 février 1996 a été maintenue en particulier pour régler adéquatement la situation des accords en vigueur visés par l'article 14 de la directive 2009/38/CE, qui ne relèvent pas de cette dernière.

L'article 1er de la convention collective de travail n° 62 a par conséquent été adapté afin de refléter le nouveau cadre législatif européen et de limiter la portée de la convention collective de travail n° 62 aux accords ne relevant pas de la directive 2009/38/CE."

II. A l'article 4 de la même convention collective de travail

"Le présent article vise les accords en vigueur conclus avant toute législation européenne relative aux comités d'entreprise européens.

Il transpose en droit belge d'une part l'article 13.1 de la directive 94/45/CE du 22 septembre 1994 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs (ainsi que l'article 3.1 de la directive 97/74/CE portant extension au Royaume-Uni) et d'autre part, l'article 14.1. a) et 2 de la directive 2009/38/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 6 mai 2009 portant refonte de la directive susvisée.

En effet, cet article 14.1 a) prévoit que sans préjudice de modifications significatives dans la structure de l'entreprise de dimension communautaire ou du groupe d'entreprises de dimension communautaire, la directive 2009/38/CE ne s'applique pas aux entreprises de dimension communautaire ou aux groupes d'entreprises de dimension communautaire dans lesquels un accord ou des accords couvrant l'ensemble des travailleurs prévoyant l'information et la consultation transnationales des travailleurs ont été conclus conformément à l'article 13.1 de la directive 94/45/CE (ou à l'article 3.1 de la directive 97/74/CE concernant l'extension au Royaume-Uni), ou lorsque de tels accords sont adaptés en raison de modifications intervenues dans la structure des entreprises de dimension communautaire ou des groupes d'entreprises de dimension communautaire.

Il en résulte qu'en ce qui concerne les "accords en vigueur" conclus conformément à l'article 4, alinéas premier à cinq de la présente convention, ni cette dernière, ni la convention collective de travail n° 101 du 21 décembre 2010 concernant l'information et la consultation des travailleurs dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire, laquelle transpose pour une grande part la directive 2009/38/CE précitée, ne leur sont applicables, sans préjudice toutefois de l'article 28 de cette dernière convention collective de travail. Celui-ci règle les modifications significatives dans la structure de l'entreprise de dimension communautaire ou du groupe d'entreprises de dimension communautaire."

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	24-12-2010	2010-9594
REGISTRATIE	18-01-2011	102835

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 62 QUINQUIES

Zitting van 21 december 2010

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE
ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 62 VAN 6 FEBRUARI 1996 BETREFFENDE DE
INSTELLING VAN EEN EUROPESE ONDERNEMINGSRAAD OF VAN EEN
PROCEDURE IN ONDERNEMINGEN OF CONCERNS MET EEN COM-
MUNAUTAIRE DIMENSIE TER INFORMATIE EN RAADPLEGING
VAN DE WERKNEMERS, GEWIJZIGD DOOR DE COLLECTIE-
VE ARBEIDSOVEREENKOMSTEN NR. 62 BIS VAN 6 OK-
TOBER 1998, NR. 62 TER VAN 6 OKTOBER 2004
EN NR. 62 QUATER VAN 30 JANUARI 2007

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 62 QUINQUIES VAN 21 DECEMBER 2010
TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 62 VAN
6 FEBRUARI 1996 BETREFFENDE DE INSTELLING VAN EEN EUROPESE
ONDERNEMINGSRAAD OF VAN EEN PROCEDURE IN ONDERNEMIN-
GEN OF CONCERNS MET EEN COMMUNAUTAIRE DIMENSIE TER
INFORMATIE EN RAADPLEGING VAN DE WERKNEMERS, GE-
WIJZIGD DOOR DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREEN-
KOMSTEN NR. 62 BIS VAN 6 OKTOBER 1998,
NR. 62 TER VAN 6 OKTOBER 2004 EN NR.
62 QUATER VAN 30 JANUARI 2007**

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op richtlijn 94/45/EG van de Raad van de Europese Unie van 22 september 1994 inzake de instelling van een Europese ondernemingsraad of van een procedure in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie ter informatie en raadpleging van de werknemers;

Gelet op richtlijn 2009/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 6 mei 2009 inzake de instelling van een Europese ondernemingsraad of van een procedure in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie ter informatie en raadpleging van de werknemers (herschikking);

Overwegende dat de Europese instanties beslist hebben dat richtlijn 94/45/EG van de Raad van 22 september 1994 inzake de instelling van een Europese ondernemingsraad of van een procedure in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie ter informatie en raadpleging van de werknemers, op verscheidene punten ingrijpend moest worden gewijzigd en dat ter wille van de duidelijkheid tot herschikking van deze richtlijn moest worden overgegaan;

Overwegende dat die herschikking nodig is om de communautaire wetgeving inzake de transnationale informatie en raadpleging van de werknemers te moderniseren, de effectiviteit van de rechten inzake transnationale informatieverstrekking aan en raadpleging van de werknemers te waarborgen, het aandeel bedrijven met een Europese ondernemingsraad te verhogen en het tegelijk mogelijk te maken dat bestaande overeenkomsten van kracht blijven, de problemen met de praktische toepassing van richtlijn 94/45/EG op te lossen, de rechtsonzekerheid in verband met een aantal bepalingen van de richtlijn of het ontbreken van een aantal bepalingen te verhelpen, en de communautaire wetgevingsinstrumenten inzake informatie en raadpleging van de werknemer beter op elkaar te doen aansluiten;

Overwegende dat ter wille van de leesbaarheid een nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst nr. 101 van 21 december 2010 betreffende de informatie en raadpleging van de werknemers in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie werd gesloten om richtlijn 2009/38/EG om te zetten;

Overwegende dat de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 62 van 6 februari 1996 betreffende de instelling van een Europese ondernemingsraad of van een procedure in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie ter informatie en raadpleging van de werknemers, met de nodige aanpassingen behouden moet worden, in het bijzonder om de situatie van de overeenkomsten die niet onder richtlijn 2009/38/EG vallen, op passende wijze te regelen;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- de Unie van Socialprofitondernemingen
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 21 december 2010 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

Artikel 1

Artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 62 van 6 februari 1996 betreffende de instelling van een Europese ondernemingsraad of van een procedure in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie ter informatie en raadpleging van de werknemers, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 62 bis van 6 oktober 1998, nr. 62 ter van 6 oktober 2004 en nr. 62 quater van 30 januari 2007, wordt vervangen als volgt:

Cao nr. 62 quinquies

"Artikel 1

Deze overeenkomst geeft uitvoering aan richtlijn 2009/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 6 mei 2009 inzake de instelling van een Europese ondernemingsraad of van een procedure in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie ter informatie en raadpleging van de werknemers, die richtlijn 94/45/EG van de Raad van de Europese Unie van 22 september 1994 met hetzelfde opschrift intrekt en vervangt.

Zij regelt de situatie van de in artikel 14 – Vigerende overeenkomsten – van richtlijn 2009/38/EG bedoelde overeenkomsten, die niet onder die richtlijn vallen."

Artikel 2

In dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt een artikel 3 quater ingevoegd, luidende:

"Artikel 3 quater

Onverminderd artikel 28 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 101 van 21 december 2010 betreffende de informatie en raadpleging van de werknemers in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie, zijn de uit deze overeenkomst voortvloeiende verplichtingen van toepassing op ondernemingen met een communautaire dimensie of concerns met een communautaire dimensie waarin een overeenkomstig de artikelen 16 en 22 tot 25 gesloten overeenkomst wordt ondertekend of herzien in de periode tussen 5 juni 2009 en 5 juni 2011.

De collectieve arbeidsovereenkomst die geldt op het ogenblik dat de overeenkomst wordt ondertekend of herzien, blijft gelden voor de in de eerste alinea bedoelde ondernemingen of concerns.

Bij het verstrijken van de in de vorige alinea's bedoelde overeenkomsten kunnen de partijen bij die overeenkomsten gezamenlijk besluiten die overeenkomsten te verlengen of te herzien.

Indien dit niet gebeurt, zijn de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 101 van 21 december 2010 betreffende de informatie en raadpleging van de werknemers in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie van toepassing."

Artikel 3

In artikel 4 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° In de eerste alinea worden de woorden "Onverminderd het bepaalde in de voorlaatste alinea," vervangen door "Onverminderd het bepaalde in de laatste alinea".
- 2° Tussen de tweede en de derde alinea wordt een alinea ingevoegd, luidende:

"De in de eerste en de tweede alinea bedoelde overeenkomsten of dergelijke overeenkomsten die worden aangepast wegens wijzigingen in de structuur van de ondernemingen met een communautaire dimensie of de concerns met een communautaire dimensie zijn bovendien niet onderworpen aan de verplichtingen die voortvloeien uit de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 101 van 21 december 2010 betreffende de informatie en raadpleging van de werknemers in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie, onverminderd artikel 28 van die overeenkomst."

- 3° De vierde alinea, die de vijfde alinea zal worden, wordt aangevuld als volgt:

"of te herzien".

- 4° De vijfde alinea, die de zesde alinea zal worden, wordt vervangen als volgt:

"Indien dit niet gebeurt, zijn de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 101 van 21 december 2010 betreffende de informatie en raadpleging van de werknemers in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie van toepassing."

Artikel 4

In artikel 7, zesde alinea van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst worden de woorden "verordening (EEG) nr. 4064/89 van de Raad van 21 december 1989 betreffende de controle op concentraties van ondernemingen" vervangen door de woorden "verordening (EG) nr. 139/2004 van de Raad van 20 januari 2004 betreffende de controle op concentraties van ondernemingen".

Artikel 5

In artikel 13, derde, vierde en vijfde alinea van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst worden de woorden "comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen" vervangen door de woorden "comités voor preventie en bescherming op het werk".

Artikel 6

Hoofdstuk VIII "Subsidiaire voorschriften" van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst, dat de artikelen 26 tot 42 omvat, wordt opgeheven.

Commentaar

Richtlijn 2009/38/EG van 6 mei 2009 inzake de instelling van een Europese ondernemingsraad of van een procedure in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie ter informatie en raadpleging van de werknemers (herschikking) en de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 101 van 21 december 2010 betreffende de informatie en raadpleging van de werknemers in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie, welke overeenkomst de genoemde richtlijn grotendeels omzet, hebben vanaf hun inwerkingtreding, namelijk 6 juni 2011, onmiddellijk uitwerking wat de toepassing van de subsidiaire voorschriften betreft. De subsidiaire voorschriften die zijn bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 62 moeten dus met ingang van 6 juni 2011 opgeheven worden.

Artikel 7

In artikel 47 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst worden de woorden "en 26" opgeheven en wordt het woord "en" ingevoegd tussen "10" en "23".

Artikel 8

Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij treedt in werking op 6 juni 2011.

Zij kan op verzoek van de meest gereede ondertekenende partij worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen; de andere organisaties verbinden er zich toe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op eenentwintig december tweeduizend en tien.

**WIJZIGING VAN DE COMMENTAAR BIJ DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREEN-
KOMST NR. 62 VAN 6 FEBRUARI 1996 BETREFFENDE DE INSTELLING VAN
EEN EUROPESE ONDERNEMINGSRAAD OF VAN EEN PROCEDURE IN
ONDERNEMINGEN OF CONCERNS MET EEN COMMUNAUTAIRE
DIMENSIE TER INFORMATIE EN RAADPLEGING VAN DE
WERKNEMERS, GEWIJZIGD DOOR DE COLLECTIEVE
ARBEIDSOVEREENKOMSTEN NR. 62 BIS VAN
6 OKTOBER 1998, NR. 62 TER VAN 6 OKTO-
BER 2004 EN NR. 62 QUATER VAN
30 JANUARI 2007**

Op 21 december 2010 hebben de in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- én werknemersorganisaties een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 62 van 6 februari 1996 betreffende de instelling van een Europese ondernemingsraad of van een procedure in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie ter informatie en raadpleging van de werknemers, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 62 bis van 6 oktober 1998, nr. 62 ter van 6 oktober 2004 en nr. 62 quater van 30 januari 2007.

Met deze wijzigingen wordt de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 62 in overeenstemming gebracht met richtlijn 2009/38/EG, meer bepaald voor de overeenkomsten die niet onder die richtlijn vallen.

De in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties hebben het dan ook noodzakelijk geacht de volgende commentaar toe te voegen:

I. Bij artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 62

"Artikel 17 van richtlijn 2009/38/EG van 6 mei 2009 inzake de instelling van een Europese ondernemingsraad of van een procedure in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie ter informatie en raadpleging van de werknemers (herschikking) bepaalt dat richtlijn 94/45/EG van 22 september 1994 met hetzelfde opschrift wordt ingetrokken met ingang van 6 juni 2011 en dat verwijzingen naar de ingetrokken richtlijn gelden als verwijzingen naar richtlijn 2009/38/EG. Verder bepaalt artikel 16 van richtlijn 2009/38/EG (betreffende de omzetting) dat de nationale wetgeving waarmee die richtlijn wordt omgezet, vermeldt dat verwijzingen in bestaande wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen naar de bij richtlijn 2009/38/EG ingetrokken richtlijn, gelden als verwijzingen naar die richtlijn 2009/38/EG.

Ter wille van de leesbaarheid werd evenwel een collectieve arbeidsovereenkomst nr. 101 van 21 december 2010 betreffende de informatie en raadpleging van de werknemers in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie gesloten om richtlijn 2009/38/EG grotendeels in Belgisch recht om te zetten. De collectieve arbeidsovereenkomst nr. 62 van 6 februari 1996 werd behouden, in het bijzonder om de situatie van de in artikel 14 van richtlijn 2009/38/EG bedoelde vigerende overeenkomsten, die niet onder deze richtlijn vallen, op passende wijze te regelen.

Bijgevolg werd artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 62 aangepast om rekening te houden met het nieuwe Europese wetgevende kader en de draagwijdte van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 62 te beperken tot de overeenkomsten die niet onder richtlijn 2009/38/EG vallen."

II. Bij artikel 4 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst

"Dit artikel heeft betrekking op de vigerende overeenkomsten die voor elke Europese wetgeving inzake de Europese ondernemingsraden werden gesloten.

Het artikel regelt de omzetting in Belgisch recht, eensdeels van artikel 13, lid 1 van richtlijn 94/45/EG van 22 september 1994 inzake de instelling van een Europese ondernemingsraad of van een procedure in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie ter informatie en raadpleging van de werknemers (alook artikel 3, lid 1 van richtlijn 97/74/EG betreffende de uitbreiding tot het Verenigd Koninkrijk) en anderdeels van artikel 14, lid 1, a) en lid 2 van richtlijn 2009/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 6 mei 2009 tot herstelling van de genoemde richtlijn.

Artikel 14, lid 1, a) bepaalt immers dat, onverminderd ingrijpende wijzigingen in de structuur van de onderneming met een communautaire dimensie of het concern met een communautaire dimensie, richtlijn 2009/38/EG niet van toepassing is op ondernemingen met een communautaire dimensie of concerns met een communautaire dimensie waarin overeenkomstig artikel 13, lid 1 van richtlijn 94/45/EG (of artikel 3, lid 1 van richtlijn 97/74/EG betreffende de uitbreiding tot het Verenigd Koninkrijk) een voor het gehele personeelsbestand geldende overeenkomst of een aantal overeenkomsten is gesloten uit hoofde waarvan werknemers grensoverschrijdend worden geïnformeerd en geraadpleegd, of dergelijke overeenkomsten worden aangepast wegens wijzigingen in de structuur van de ondernemingen met een communautaire dimensie of de concerns met een communautaire dimensie.

Dat brengt met zich mee dat, wat betreft de "vigerende overeenkomsten" gesloten overeenkomstig artikel 4, eerste tot vijfde alinea van deze overeenkomst, noch die laatste overeenkomst, noch de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 101 van 21 december 2010 betreffende de informatie en raadpleging van de werknemers in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie, die richtlijn 2009/38/EG grotendeels omzet, op hen van toepassing zijn, onverminderd artikel 28 van de laatstgenoemde collectieve arbeidsovereenkomst. Dat artikel regelt de ingrijpende wijzigingen in de structuur van de onderneming met een communautaire dimensie of het concern met een communautaire dimensie."
